

M. l'Orateur: La Chambre consent-elle à l'unanimité à renoncer à l'heure normalement réservée à l'étude des bills d'intérêt public et des bills d'intérêt privé?

Des voix: D'accord.

M. Mandziuk: Merci. Je n'ai que quelques autres remarques à faire avant de terminer. En ces jours de tension et de danger, les Canadiens comptent sur leurs chefs ou sur ceux qui prétendent à ce titre pour les guider et se conduire en hommes d'État. Le Canada s'attend à une certaine unité sur les affaires extérieures. Ceux-là mêmes qui prêchent l'unité la compromettent parfois, comme l'a fait le préopinant. A quelque conférence de paix que ce soit, la faiblesse ne vaut rien pour négocier avec un adversaire qui fait état de sa force.

L'objet de mes dernières observations est de montrer ce qui trouble le Canadien moyen. Les chefs ou les aspirants chefs ont le devoir de peser soigneusement leurs paroles avant de s'attaquer à leurs rivaux en politique.

J'ai été franc, monsieur l'Orateur. Si j'ai le moindrement troublé le bon esprit de sympathie né à Camp David, j'y suis pour beaucoup moins—n'étant qu'un personnage secondaire sur la scène canadienne,—que monsieur Khrouchtchev, par exemple, qui, l'autre jour, à New-Delhi, disait des États-Unis qu'ils sont comme un vieux cheval fourbu prêt à s'effondrer d'un moment à l'autre. J'ai le texte de ses paroles, mais je ne veux pas prendre le temps de m'y reporter. J'espère qu'il se trouvera quelqu'un pour lui dire que le vieux cheval est encore capable de bonnes ruades et qu'il ferait mieux de se surveiller.

Je voudrais voir la paix s'établir dans le monde, une paix dans la justice et la tolérance, comme l'a signalé le discours du trône. C'est avec satisfaction que j'ai relevé l'avertissement du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, d'après lequel l'Occident ne saurait relâcher sa vigilance. Je fais appel à tous les députés afin que la souveraineté et l'indépendance du Canada soient tout pour nous. Elles sont tout pour moi, monsieur l'Orateur. La souveraineté du Canada signifie pour moi plus que de siéger de ce côté-ci de la Chambre ou de l'autre, ou d'y siéger tout court.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, c'est avec un vif intérêt que nous avons écouté le discours de présentation qu'a prononcé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green). On ne pouvait se défendre d'être impressionné par le chaleureux accueil qu'il a reçu lorsqu'il a pris la parole pour amorcer le présent débat. Ceux d'entre nous qui connaissent le ministre depuis bien des années, comme j'en ai l'honneur, lui

concèdent la franchise, la ténacité et le sens de la justice. Dans le cadre du programme du gouvernement, nous avons l'impression, à en juger par le travail qu'il accomplit aux Nations Unies et ailleurs, que nos affaires étrangères sont entre bonnes mains.

C'est avec cette attitude et dans ce contexte, que nous abordons l'étude des grands problèmes internationaux qui, au fil des jours, déterminent la tournure de l'histoire de l'humanité et l'avènement de la paix dans le monde. J'ai écouté très attentivement le chef de l'opposition (M. Pearson). Tandis qu'il nous faisait profiter d'une expérience longue de nombreuses années et dépassant celle de tout autre représentant en cette enceinte, j'ai eu l'impression qu'il ne pouvait ou ne voulait établir des programmes différents de ceux qu'a arrêtés le gouvernement. Ses critiques se sont résumées à un déplacement de l'accent; elles portaient sur des détails et risquaient, avec une prudence extrême, certaines propositions touchant des modifications secondaires. Afin qu'on ne se méprenne pas sur ce que je dis, permettez-moi de citer les paroles mêmes du chef de l'opposition, qu'on trouve à la page 1029 du hansard:

Après les deux ans et demi, ou peut-être trois ans, pendant lesquels mes honorables amis d'en face ont été responsables de la politique du gouvernement, il ne semble pas y avoir eu de changement fondamental dans la politique relative aux affaires étrangères, dans aucun domaine d'importance, voire, dans aucun domaine.

Si je comprends bien, cela veut dire que l'opposition officielle et le gouvernement sont pas mal d'accord sur l'attitude générale du Canada dans le domaine des affaires étrangères. J'ai écouté à peu près tous les discours qui ont été prononcés au cours du présent débat, et je dirai, en toute sincérité,—bien que j'aie pu l'écouter avec un certain préjugé,—que le discours de l'honorable député de Vancouver-Est (M. Winch) a été l'un des plus remarquables de la présente session. C'était un discours clair, direct et qui soulignait des divergences très nettes entre notre prise de position et celle du gouvernement.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures était dans une situation difficile, car, comme l'événement l'a démontré, il était incapable de formuler la politique du Canada à l'égard du désarmement. Il a donc esquissé à la Chambre une description fort agréable des relations amicales qu'entretient le Canada avec de nombreuses nations et toutes les parties du monde. En fait, le ministre a dit que le Canada ne compte que des amis dans le domaine des affaires internationales. Tout réconfortant et rassurant que son exposé ait pu sembler à nombre de gens, j'ai, pour ma part, éprouvé une certaine inquiétude de n'y voir mentionner aucune des grandes tâches